

N°359  
AVRIL  
2020

# BULLETIN MENSUEL

L'AGENCE FRANCE TRÉSOR A POUR MISSION DE GÉRER LA DETTE ET LA TRÉSORERIE DE L'ÉTAT AU MIEUX DES INTÉRÊTS DU CONTRIBUABLE ET DANS LES MEILLEURES CONDITIONS DE SÉCURITÉ

Actualité de l'Agence France Trésor

page 1

Actualité économique

page 2

Données générales sur la dette

page 3

Marché secondaire

page 5

Dettes négociables de l'État

page 6

Économie française et comparaisons internationales

page 8

Actualité de l'Agence France Trésor

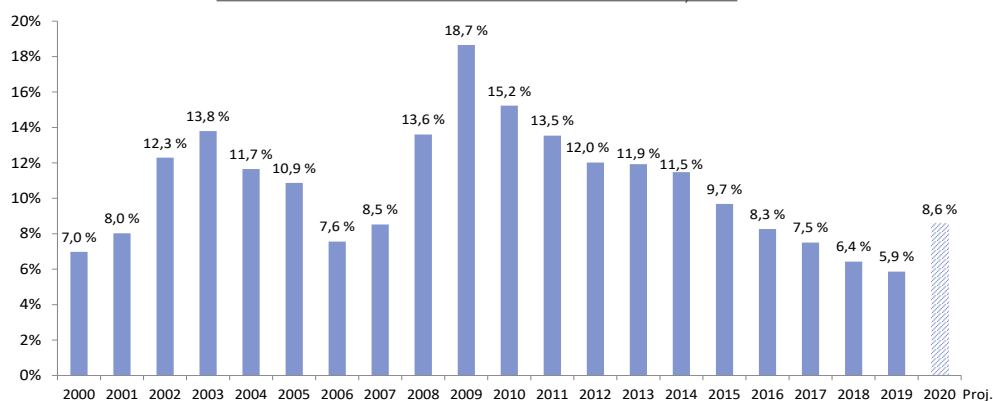
## BILAN DU FINANCEMENT DE L'ÉTAT SUITE À LA PRÉSENTATION DE LA DEUXIÈME LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE POUR 2020

Aux termes de la deuxième loi de finances rectificative (LFR 2) promulguée le 25 avril pour financer les mesures déployées par le Gouvernement en réponse à la crise sanitaire et à ses répercussions économiques, le besoin de financement de l'État s'inscrit en hausse de 78,5 milliards d'euros par rapport au montant inscrit en première loi de finances rectificative (LFR 1) pour 2020 pour s'établir à 324,6 milliards d'euros, dont 185,5 milliards d'euros pour le financement du déficit contre 109,0 milliards d'euros en LFR 1.

En milliards d'euros	LFI 2020 (Loi de finances initiale)	LFR 1 (23 mars 2020)	LFR 2 (25 avril 2020)
<b>Besoins de financement</b>			
Amortissement de la dette à moyen et long terme	136,4	136,4	136,2
Dont amortissement de la dette à moyen et long terme (nominal)	130,5	130,5	130,5
Dont suppléments d'indexation versés à l'échéance (titres indexés)	5,9	5,9	5,7
Amortissements des autres dettes	0,5	0,5	0,5
SNCF Réseau - amortissements	1,8	1,7	1,7
Déficit à financer	93,1	109,0	185,5
Autres besoins de trésorerie	-1,3	-1,5	0,7
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>
<b>Ressources de financement</b>			
Émission de dette à moyen et long termes nette des rachats	205,0	210,0	245,0
Ressources affectées à la Caisse de la dette publique et consacrées au désendettement	2,0	0,0	0,0
Variation nette de l'encours des titres d'État à court terme	10,0	27,5	64,1
Variation des dépôts des correspondants	6,4	0,0	0,0
Variation des disponibilités du Trésor	3,6	4,1	9,0
Autres ressources de trésorerie	3,5	4,5	6,5
<b>Total</b>	<b>230,5</b>	<b>246,1</b>	<b>324,6</b>

La hausse du besoin de financement, par rapport à la LFR1, sera couverte en augmentant (i) l'émission de dette à moyen et long terme nette des rachats de 35 milliards d'euros, (ii) l'encours des titres d'État à court terme (BTF) de 36,6 milliards d'euros et (iii) la ponction de disponibilités du Trésor de 4,9 milliards d'euros. Comme lors de la crise financière de 2008-2009, le recours aux emprunts de court terme (BTF), en hausse de 64,1 milliards d'euros au total sur l'année 2020, permet d'absorber la majorité de l'impact des mesures de soutien à l'économie. L'encours des BTF avait été réduit considérablement depuis la crise (tant en proportion de l'encours de dette comme illustrée dans le graphique qu'en encours, celui-ci étant passé de 200 milliards d'euros fin 2009 à 107 milliards d'euros fin 2019), de sorte que cette capacité d'absorption avait été pleinement reconstituée.

Part des BTF dans l'encours de dette d'Etat française



S'agissant de la dette de moyen et long terme (OAT), les émissions brutes de l'AFT s'étaient élevées à 246 milliards d'euros en 2019, pour un montant net de rachats de 200 milliards d'euros. L'AFT n'ayant pas de contraintes imposant la réalisation de rachats (dont moins de 3 milliards d'euros ont été effectués au premier trimestre), la réalisation d'un programme d'émissions nettes de 245 milliards d'euros en 2020 n'impliquera pas nécessairement un montant beaucoup plus élevé d'émissions brutes qu'en 2019. Par ailleurs, la demande des investisseurs sera observée avec attention, afin d'assurer la bonne exécution des opérations d'émissions et de maintenir un financement de l'État au meilleur coût. À fin avril 2020, la France a émis 97,9 milliards d'euros bruts de dette à moyen et long terme à des conditions de financement exceptionnelles, avec un taux moyen pondéré de -0,07 % depuis début 2020, négatif depuis l'été 2019.

Dans le projet de loi de finances rectificative déposé devant l'Assemblée nationale le 15 avril 2020, le Gouvernement retient l'hypothèse d'un maintien pour une durée totale de huit semaines des mesures de restriction de l'activité et des déplacements imposées en France par le coronavirus. Il suppose en outre que nos principaux partenaires adopteraient des mesures de durée et d'ampleur commensurables, aux effets économiques similaires. L'économie française serait fortement affectée au premier semestre 2020 par l'épidémie de Covid-19 et son redémarrage ne serait que progressif après la sortie de la période de restrictions sanitaires strictes.

**Au total, le PIB serait en recul de -8 % en 2020.** L'inflation, au sens de l'IPC, diminuerait à +0,5 % en 2020, après +1,1 % en 2019, sous l'effet des prix de l'énergie. Ces prévisions restent toutefois très incertaines, tributaires notamment de la nature et de la durée des mesures prises pour lutter contre l'épidémie, de l'évolution du contexte international ainsi que de la rapidité du rattrapage de la consommation intérieure.

**Les premiers indicateurs conjoncturels font état d'un ralentissement très marqué de l'activité.** L'indice PMI a enregistré en mars sa plus forte contraction depuis la création de l'enquête, et le mouvement se poursuit en avril. Les indicateurs de climat des affaires de l'Insee ont commencé à se détériorer en mars et connu en avril une chute d'une ampleur inédite. La baisse de 15 % de la consommation d'électricité sur la deuxième quinzaine de mars par rapport à la même période en 2018 et 2019 et le repli des immatriculations de voitures particulières neuves au mois de mars de près de 72 % en glissement annuel illustrent l'importance du choc.

**Au-delà des secteurs fermés par arrêté (restauration, commerces non essentiels), certains autres sont contraints de réduire leur offre face à une importante baisse de la demande,** notamment dans le secteur des transports, de l'hôtellerie ou de l'automobile. Parallèlement, d'autres branches font face à un choc d'offre. Certaines signalent un manque de main d'œuvre, par exemple l'agriculture où les travailleurs saisonniers seraient confrontés à des difficultés de déplacement, l'agroalimentaire, ou encore la construction, en lien avec la nécessité de mise en place préalable de mesures de protection suffisantes pour les salariés. Des difficultés d'approvisionnement affecteraient également la production dans les secteurs agricole et automobile. A l'inverse, certains secteurs enregistrent des pics d'activité et subissent de fortes tensions, comme la distribution, la chimie, la santé et l'aide à la personne. Enfin, la rapidité de la crise a poussé la plupart des salariés du secteur tertiaire en télétravail, de façon improvisée.

**Du fait des mesures de restriction, la consommation des ménages serait fortement contrainte au premier semestre,** occasionnant une sur-épargne. Même en tenant compte de la baisse de l'inflation, le pouvoir d'achat des ménages se replierait en raison de la baisse des revenus d'activité pour les salariés et les travailleurs indépendants. Les mesures de soutien mises en œuvre par le gouvernement, conjuguées aux mesures fiscales déjà prévues, permettraient toutefois d'amoindrir le choc sur le revenu. Elles contribueraient, au deuxième semestre, à un rebond progressif de la consommation. Par ailleurs, l'investissement des ménages diminuerait fortement en 2020, pénalisé par l'arrêt quasi-total des chantiers pendant la période d'application des mesures de restriction.

**L'investissement des entreprises aussi chuterait, affecté par la forte incertitude et par le recul de l'activité.** Les mesures prises par la BCE et le gouvernement limiteraient cependant la sévérité et la durée des effets négatifs du recul de l'activité sur la situation financière et la capacité d'investissement des entreprises. En outre la baisse du prix du pétrole soutiendrait leurs marges lors du redémarrage de leur activité. Par ailleurs, comme souvent en période de fort ralentissement, les entreprises satisferaient une partie importante de la demande en déstockant en 2020, ce qui pèserait sur la croissance. Ce mouvement de déstockage peut traduire également les contraintes sur l'offre dues aux mesures de restriction et à la perturbation des chaînes de production mondiale.

Du côté des échanges commerciaux, les exportations reculeraient en lien avec le recul de l'activité chez nos partenaires de la zone euro et dans le reste du monde. Toutefois, les importations baisseraient aussi fortement, du fait de la baisse de la demande intérieure.

### Prévisions pour la France

Évolution annuelle en %, contributions en points de PIB	2019*	2020
<b>Produit intérieur brut (corrigé des jours ouvrés)</b>	<b>1,3</b>	<b>-8,0</b>
Consommation finale des ménages	1,2	-10,0
FBCF des entreprises non financières	4,3	-17,0
Importations	2,2	-13,4
Exportations	1,9	-12,9
Contribution de la demande interne (hors stocks)	1,8	-7,3
Contribution de la variation des stocks	-0,4	-1,0
Contribution du commerce extérieur	-0,1	0,2
IPC	1,1	0,5

\*Comptes nationaux trimestriels (résultats détaillés du T4 2019)

## CALENDRIER INDICATIF D'ADJUDICATION

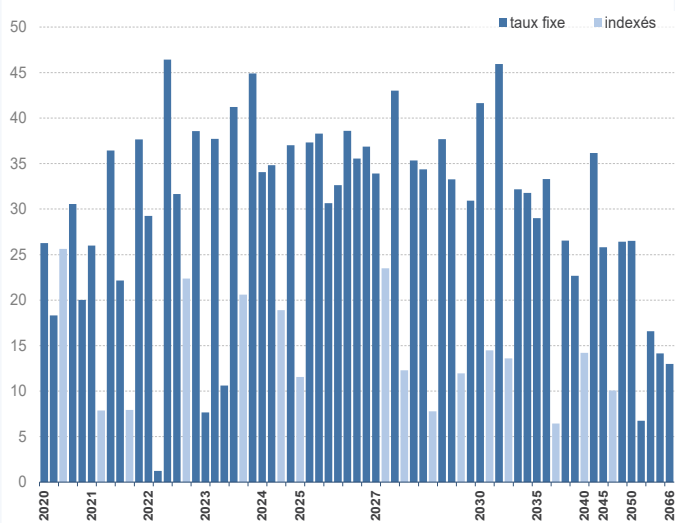
		Court terme					Moyen terme	Long terme	Indexés
<b>Mai 2020</b>	date d'adjudication	4	11	18	25	/	20	7	20
	date de règlement	6	13	20	27	/	25	11	25
<b>Juin 2020</b>	date d'adjudication	2	8	15	22	29	18	4	18
	date de règlement	4	10	17	24	1/07	22	8	22

décalage (jour fériés, etc.)

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE À MOYEN ET LONG TERME DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2020

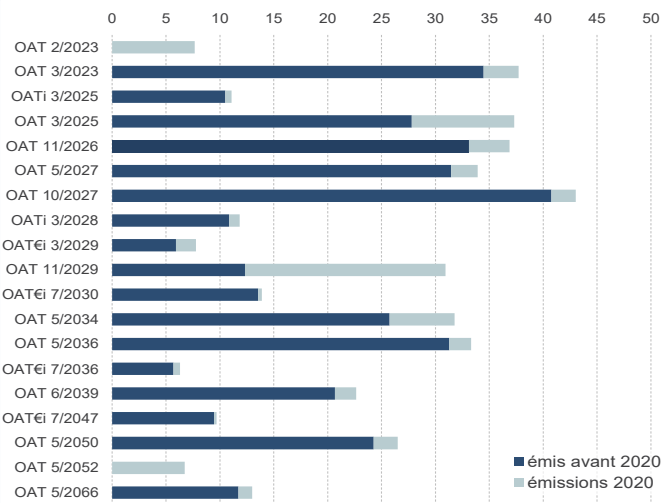
ENCOURS ACTUALISÉ PAR LIGNE, EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## MOYEN ET LONG TERME : ÉMISSIONS DE L'ANNÉE ET CUMUL AU 31 MARS 2020

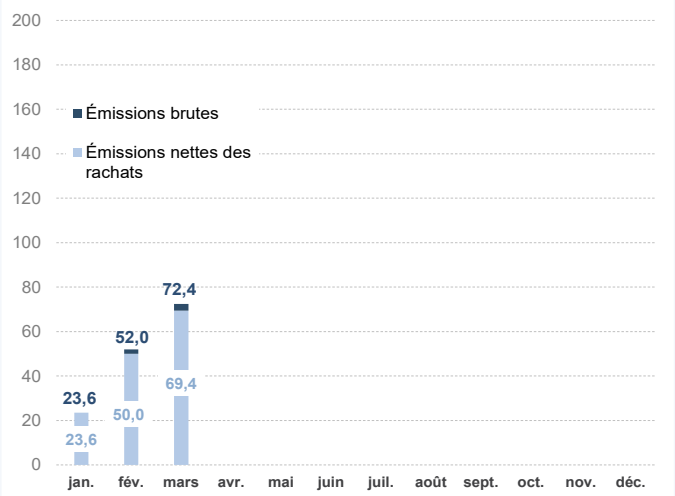
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## ÉMISSIONS AU 31 MARS 2020

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Agence France Trésor

## MOYEN ET LONG TERME : ÉCHÉANCIER PRÉVISIONNEL AU 31 MARS 2020

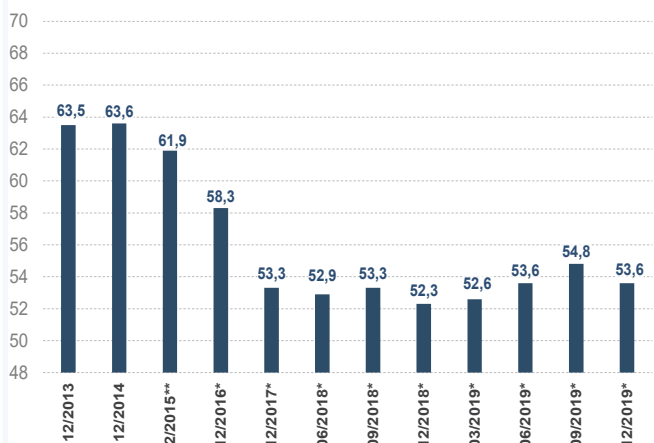
EN MILLIARDS D'EUROS

Mois	Intérêts	Amortissements
avr-20	12,3	26,3
mai-20	7,2	18,3
juin-20	0,4	
juil-20	3,0	25,8
août-20		
sept-20		
oct-20	10,7	30,5
nov-20	1,4	20,0
déc-20		
janv-21		26,0
févr-21		
mars-21	0,0	8,0

Source : Agence France Trésor

## DÉTENTION PAR LES NON-RÉSIDENTS DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

EN % DE LA DETTE NÉGOCIABLE EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



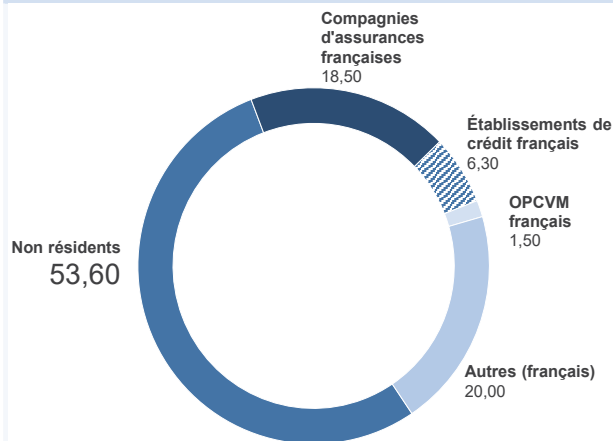
\* Chiffres établis avec les positions titres trimestrielles

\*\* Chiffres révisés avec la position titres du dernier rapport annuel

Source : Banque de France

## DÉTENTION DES TITRES DE LA DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT PAR GROUPE DE PORTEURS : 4<sup>ÈME</sup> TRIMESTRE 2019

STRUCTURE EN % EXPRIMÉE EN VALEUR DE MARCHÉ



Source : Banque de France

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT AU 31 MARS 2020

EN EUROS

<b>Total dette à moyen terme et long terme</b>	<b>1 768 585 007 828</b>
Encours démembré	57 274 359 600
Durée de vie moyenne	8 ans et 235 jours
<b>Total dette à court terme</b>	<b>104 153 000 000</b>
Durée de vie moyenne	113 jours
<b>Encours total</b>	<b>1 872 738 007 828</b>
<b>Durée de vie moyenne</b>	<b>8 ans et 66 jours</b>

Source : Agence France Trésor

## DETTE NÉGOCIABLE DE L'ÉTAT DEPUIS FIN 2017 AU 31 MARS 2020

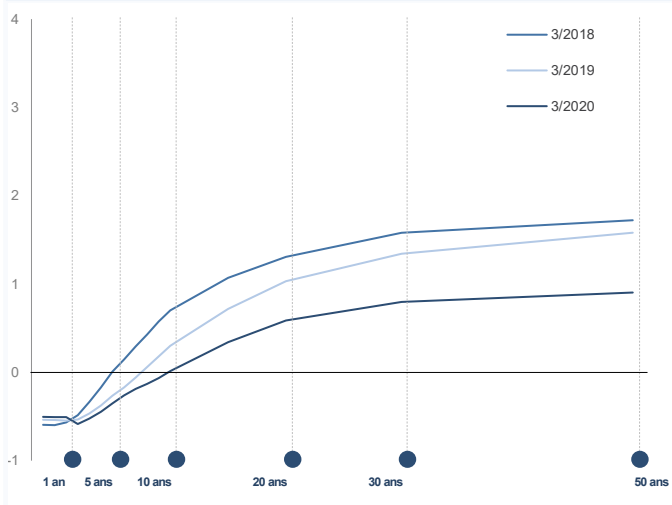
EN MILLIARDS D'EUROS

	Fin 2017	Fin 2018	Fin 2019	Fin fév. 2020	Fin mars 2020
<b>Encours de la dette négociable</b>	<b>1 686</b>	<b>1 756</b>	<b>1 823</b>	<b>1 848</b>	<b>1 873</b>
<i>dont titres indexés</i>	202	220	226	231	229
<b>Moyen et Long Terme</b>	<b>1 560</b>	<b>1 644</b>	<b>1 716</b>	<b>1 751</b>	<b>1 769</b>
<b>Court Terme</b>	126	113	107	97	104
<b>Durée de vie moyenne de la dette négociable</b>					
	<b>7 ans</b>	<b>7 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>	<b>8 ans</b>
	296 jours	336 jours	63 jours	95 jours	66 jours

Source : Agence France Trésor

### COURBE DES TAUX SUR TITRES D'ÉTAT FRANÇAIS

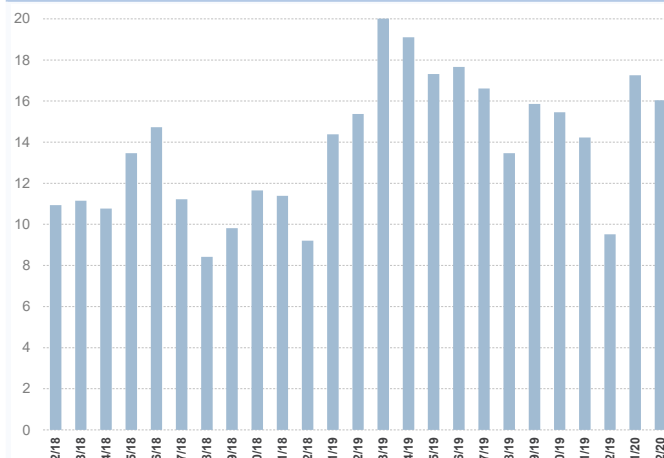
VALEUR EN FIN DE MOIS, EN %



Source : Bloomberg

### VOLUME MOYEN DES TRANSACTIONS QUOTIDIENNES SUR LES TITRES À MOYEN ET LONG TERME

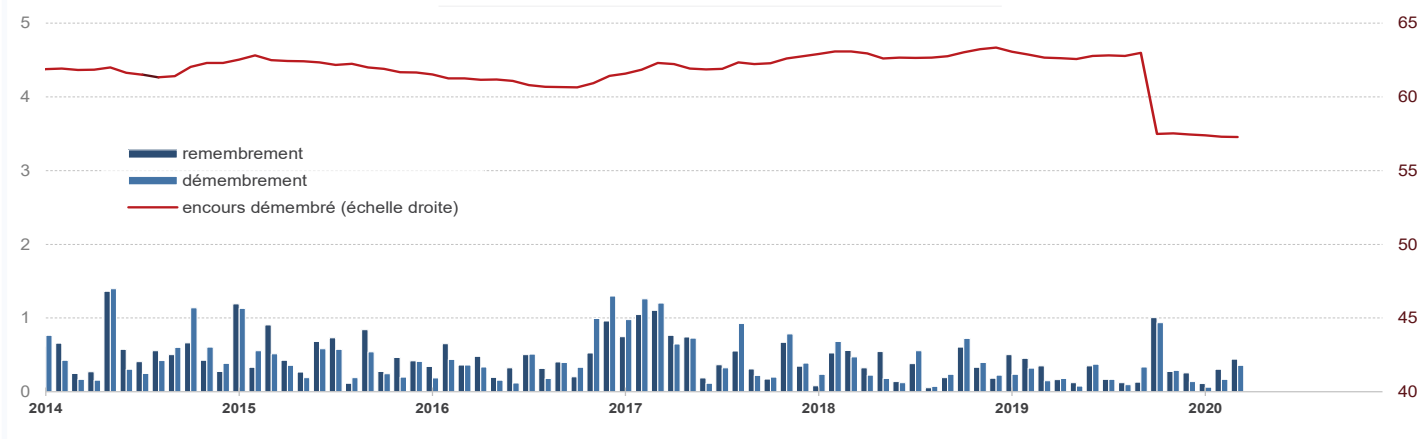
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT, hors flux réalisés dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur public du système européen de l'Eurosystème

### MONTANT DES OPÉRATIONS DE DÉMEMBRÉMENT ET DE REMEMBREMENT

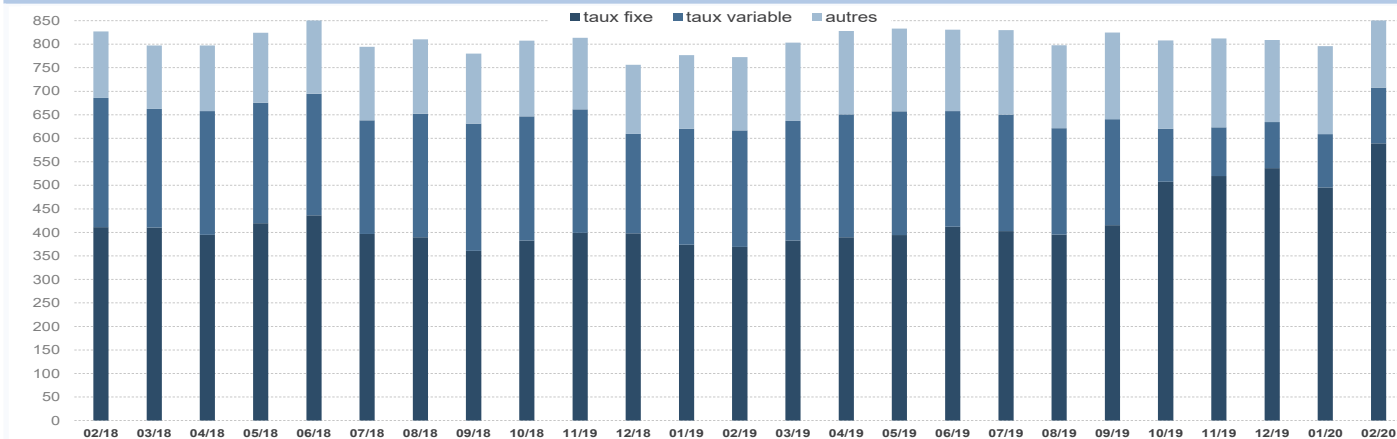
EN MILLIARDS D'EUROS



Source : Euroclear

### ENCOURS DES PENSIONS DES SVT EN FIN DE MOIS

EN MILLIARDS D'EUROS



Source : déclarations des SVT

**DETTE À COURT TERME AU 31 MARS 2020**

Code ISIN	Échéance	Encours (€)
FR0125848558	BTF 8 avril 2020	6 503 000 000
FR0125848582	BTF 16 avril 2020	4 595 000 000
FR0125533127	BTF 22 avril 2020	4 897 000 000
FR0125848590	BTF 29 avril 2020	5 032 000 000
FR0125848566	BTF 6 mai 2020	3 275 000 000
FR0125848608	BTF 13 mai 2020	5 095 000 000
FR0125533135	BTF 20 mai 2020	4 669 000 000
FR0125848616	BTF 27 mai 2020	4 936 000 000
FR0125848624	BTF 10 juin 2020	5 611 000 000
FR0125533143	BTF 17 juin 2020	5 561 000 000
FR0125848632	BTF 24 juin 2020	2 999 000 000
FR0125848640	BTF 1 juillet 2020	4 850 000 000
FR0125692451	BTF 15 juillet 2020	5 158 000 000
FR0125848657	BTF 29 juillet 2020	4 156 000 000
FR0125692469	BTF 12 août 2020	5 267 000 000
FR0125848665	BTF 26 août 2020	2 792 000 000
FR0125692477	BTF 9 septembre 2020	4 087 000 000
FR0125848467	BTF 7 octobre 2020	6 160 000 000
FR0125848475	BTF 4 novembre 2020	5 688 000 000
FR0125848483	BTF 2 décembre 2020	3 979 000 000
FR0125848673	BTF 27 janvier 2021	3 624 000 000
FR0125848681	BTF 24 février 2021	5 219 000 000

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2020 - 2023) AU 31 MARS 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nom. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2020</b>		<b>120 777 206 500</b>				
FR0010854182	OAT 3,50 % 25 avril 2020	26 261 000 000			0	
FR0012557957	OAT 0,00 % 25 mai 2020	18 332 000 000			0	x
FR0010050559	OAT€i 2,25 % 25 juillet 2020	25 619 206 500 (1)	1,26765	20 210 000 000	0	
FR0010949651	OAT 2,50 % 25 octobre 2020	30 547 000 000			0	
FR0012968337	OAT 0,25 % 25 novembre 2020	20 018 000 000			3 000 000	x
<b>Échéance 2021</b>		<b>138 005 977 190</b>				
FR0013311016	OAT 0,00 % 25 février 2021	25 982 000 000			0	x
FR0013140035	OAT€i 0,10 % 1 mars 2021	7 862 511 540 (1)	1,03919	7 566 000 000	0	x
FR0010192997	OAT 3,75 % 25 avril 2021	36 430 000 000			0	
FR0013157096	OAT 0,00 % 25 mai 2021	22 159 000 000			0	x
FR0011347046	OATi 0,10 % 25 juillet 2021	7 931 465 650 (1)	1,04983	7 555 000 000	0	
FR0011059088	OAT 3,25 % 25 octobre 2021	37 641 000 000			0	
<b>Échéance 2022</b>		<b>169 539 285 690</b>				
FR0013398583	OAT 0,00 % 25 février 2022	29 253 000 000			0	x
FR0000571044	OAT 8,25 % 25 avril 2022	1 243 939 990			629 888 400	
FR0011196856	OAT 3,00 % 25 avril 2022	46 422 000 000			0	
FR0013219177	OAT 0,00 % 25 mai 2022	31 666 000 000			0	x
FR0010899765	OAT€i 1,10 % 25 juillet 2022	22 372 345 700 (1)	1,12690	19 853 000 000	0	
FR0011337880	OAT 2,25 % 25 octobre 2022	38 582 000 000			0	
<b>Échéance 2023</b>		<b>162 734 748 543</b>				
FR0013479102	OAT 0,00 % 25 février 2023	7 668 000 000			0	x
FR0013283686	OAT 0,00 % 25 mars 2023	37 713 000 000			0	x
FR0000571085	OAT 8,50 % 25 avril 2023	10 606 195 903			5 393 665 200	
FR0011486067	OAT 1,75 % 25 mai 2023	41 220 000 000			0	x
FR0010585901	OATi 2,10 % 25 juillet 2023	20 609 552 640 (1)	1,14193	18 048 000 000	0	
FR0010466938	OAT 4,25 % 25 octobre 2023	44 918 000 000			450 085 000	

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(2) y.c. intérêts capitalisés au 31/12/2019 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.

**DETTE À MOYEN ET LONG TERME (ÉCHÉANCES 2024 ET PLUS) AU 31 MARS 2020**

Code ISIN	Libellé	Encours (€)	Coeff. ind.	Encours nomi. (€)	Démembrés (€)	CAC*
<b>Échéance 2024</b>		<b>124 812 920 700</b>				
FR0013344751	OAT 0,00 % 25 mars 2024	34 068 000 000			0	x
FR0011619436	OAT 2,25 % 25 mai 2024	34 810 000 000			0	x
FR0011427848	OAT€i 0,25 % 25 juillet 2024	18 909 920 700 (1)	1,05530	17 919 000 000	0	x
FR0011962398	OAT 1,75 % 25 novembre 2024	37 025 000 000			42 000 000	x
<b>Échéance 2025</b>		<b>150 458 106 378</b>				
FR0012558310	OATi 0,10 % 1 mars 2025	11 544 178 260 (1)	1,04086	11 091 000 000	0	x
FR0013415627	OAT 0,00 % 25 mars 2025	37 325 000 000			0	x
FR0012517027	OAT 0,50 % 25 mai 2025	38 297 000 000			0	x
FR0000571150	OAT 6,00 % 25 octobre 2025	30 653 928 118			2 831 064 400	
FR0012938116	OAT 1,00 % 25 novembre 2025	32 638 000 000			0	x
<b>Échéance 2026</b>		<b>111 020 000 000</b>				
FR0010916924	OAT 3,50 % 25 avril 2026	38 595 000 000			0	
FR0013131877	OAT 0,50 % 25 mai 2026	35 550 000 000			0	x
FR0013200813	OAT 0,25 % 25 novembre 2026	36 875 000 000			0	x
<b>Échéance 2027</b>		<b>100 442 603 200</b>				
FR0013250560	OAT 1,00 % 25 mai 2027	33 924 000 000			0	x
FR0011008705	OAT€i 1,85 % 25 juillet 2027	23 498 603 200 (1)	1,11052	21 160 000 000	0	
FR0011317783	OAT 2,75 % 25 octobre 2027	43 020 000 000			54 043 600	
<b>Échéance 2028</b>		<b>82 022 538 770</b>				
FR0013238268	OATi 0,10 % 1 mars 2028	12 290 829 640 (1)	1,03913	11 828 000 000	0	x
FR0000571226	OAT zéro coupon 28 mars 2028	29 709 130 (3)		46 232 603	–	
FR0013286192	OAT 0,75 % 25 mai 2028	35 344 000 000			0	x
FR0013341682	OAT 0,75 % 25 novembre 2028	34 358 000 000			0	x
<b>Échéance 2029</b>		<b>121 615 100 917</b>				
FR0013410552	OAT€i 0,10 % 1 mars 2029	7 768 000 000 (1)	0,99985	7 768 000 000	0	x
FR0000571218	OAT 5,50 % 25 avril 2029	37 680 880 458			2 507 846 100	
FR0013407236	OAT 0,50 % 25 mai 2029	33 281 000 000			0	x
FR0000186413	OATi 3,40 % 25 juillet 2029	11 957 220 459 (1)	1,30180	9 185 144 000	0	
FR0013451507	OAT 0,00 % 25 novembre 2029	30 928 000 000			0	x
<b>Échéance 2030</b>		<b>56 118 019 040</b>				
FR0011883966	OAT 2,50 % 25 mai 2030	41 642 000 000			0	x
FR0011982776	OAT€i 0,70 % 25 juillet 2030	14 476 019 040 (1)	1,04174	13 896 000 000	0	x
<b>Échéance 2031</b>		<b>45 948 000 000</b>				
FR0012993103	OAT 1,50 % 25 mai 2031	45 948 000 000			51 900 000	x
<b>Échéance 2032</b>		<b>45 757 590 750</b>				
FR0000188799	OAT€i 3,15 % 25 juillet 2032	13 595 268 150 (1)	1,28439	10 585 000 000	0	
FR0000187635	OAT 5,75 % 25 octobre 2032	32 162 322 600			10 919 757 400	
<b>Échéances 2033 et plus</b>		<b>339 332 910 150</b>				
FR0013313582	OAT 1,25 % 25 mai 2034	31 774 000 000			0	x
FR0010070060	OAT 4,75 % 25 avril 2035	29 004 000 000			4 567 437 000	
FR0013154044	OAT 1,25 % 25 mai 2036	33 300 000 000			0	x
FR0013327491	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2036	6 435 107 460 (1)	1,02177	6 298 000 000	0	x
FR0010371401	OAT 4,00 % 25 octobre 2038	26 534 000 000			4 684 941 400	
FR0013234333	OAT 1,75 % 25 juin 2039	22 659 000 000			0	x
FR0010447367	OAT€i 1,80 % 25 juillet 2040	14 213 943 250 (1)	1,18975	11 947 000 000	0	
FR0010773192	OAT 4,50 % 25 avril 2041	36 152 000 000			6 161 899 000	
FR0011461037	OAT 3,25 % 25 mai 2045	25 824 000 000			1 409 010 000	x
FR0013209871	OAT€i 0,10 % 25 juillet 2047	10 048 859 440 (1)	1,03682	9 692 000 000	0	x
FR0013257524	OAT 2,00 % 25 mai 2048	26 409 000 000			689 900 000	x
FR0013404969	OAT 1,50 % 25 mai 2050	26 515 000 000			103 600 000	x
FR0013480613	OAT 0,75 % 25 mai 2052	6 744 000 000			0	x
FR0010171975	OAT 4,00 % 25 avril 2055	16 583 000 000			8 338 118 000	
FR0010870956	OAT 4,00 % 25 avril 2060	14 140 000 000			7 520 304 100	
FR0013154028	OAT 1,75 % 25 mai 2066	12 997 000 000			915 900 000	x

(1) valeur nominale x coefficient d'indexation (valeur nominale si le coefficient est inférieur à 1)

(3) valeur actualisée au 28/03/2019 ; non offerte à la souscription

\* Les certificats des titres créés après le 1er janvier 2013 sont assortis de clauses d'action collectives (CAC) comme tous les titres obligataires de la zone euro, par conséquent non assimilables aux souches émises avant cette date.



### DERNIERS INDICATEURS CONJONCTURELS

Production industrielle, glissement annuel	-2,4 %	02/2020
Consommation des ménages*, glissement annuel	-22,4 %	03/2020
Taux de chômage (BIT)	8,1 %	T4-2019
Prix à la consommation, glissement annuel		
• ensemble	0,7 %	03/2020
• ensemble hors tabac	0,4 %	03/2020
Solde commercial, fab-fab, cvs	-5,5 Md€	02/2020
" " "	-5,0 Md€	01/2020
Solde des transactions courantes, cvs	-3,8 Md€	02/2020
" " "	-3,1 Md€	01/2020
Taux de l'échéance constante 10 ans (TEC10)	0,00 %	29/4/2020
Taux d'intérêt à 3 mois (Euribor)	-0,23 %	28/4/2020
Euro / dollar	1,09	29/4/2020
Euro / yen	116,01	29/4/2020

\* produits manufacturés  
Sources : Insee, Minefi, Banque de France

### SITUATION MENSUELLE DU BUDGET DE L'ÉTAT

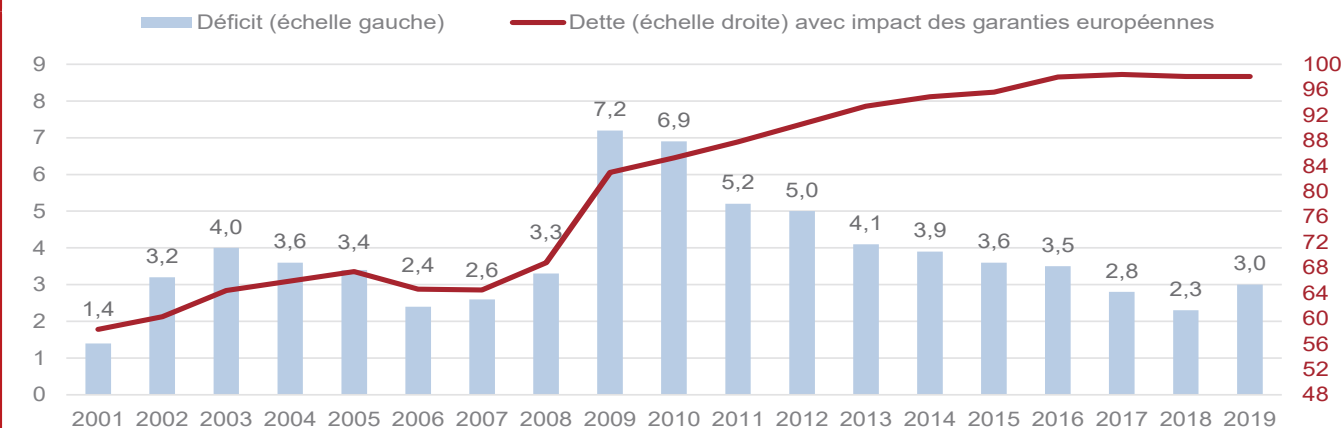
EN MILLIARDS D'EUROS

	2018	2019	niveau à la fin février		
			2018	2019	2020
Solde du budget général	-76,91	-96,91	-14,34	-27,44	-24,83
Recettes	313,79	301,07	48,93	36,65	40,01
Dépenses	390,69	397,98	63,28	64,09	64,84
Solde des comptes spéciaux du Trésor	0,82	4,08	-14,14	-9,46	-10,38
Solde général d'exécution	-76,00	-92,84	-28,48	-36,90	-35,21

Source : Ministère de l'Action et des Comptes publics

### FINANCES PUBLIQUES : DÉFICIT ET DETTE

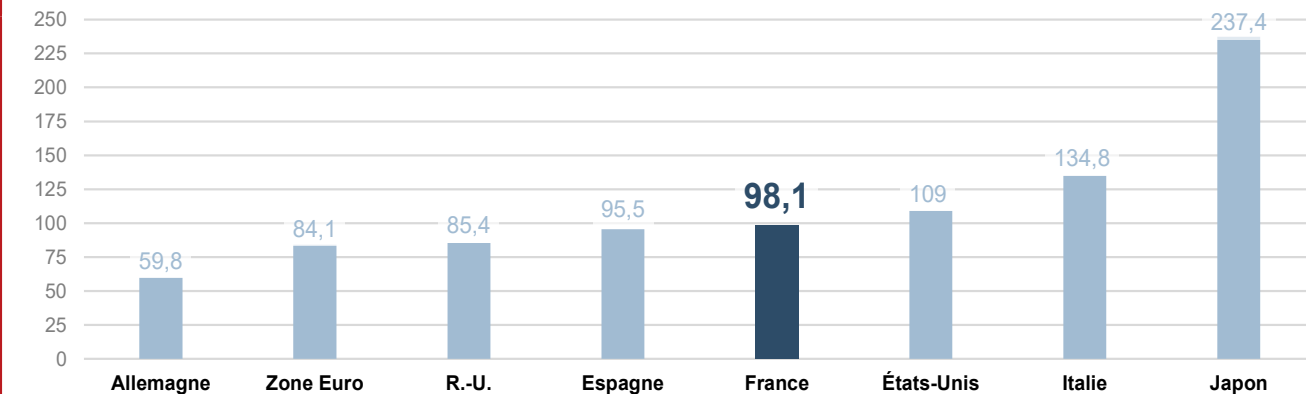
EN % DU PIB



Source : Insee


### DETTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN 2019

EN % DU PIB



Sources : Eurostat, FMI, Insee



MAI 2020 

<b>7</b> Commerce extérieur en valeur en mars	<b>7</b> Estimation flash de l'emploi salarié - T1 2020	<b>7</b> Investissements dans l'industrie : enquête d'avril	<b>7</b> Balance des paiements en mars	<b>7</b> Indice de la production industrielle en mars	<b>15</b> Prix à la consommation - résultats définitifs d'avril
<b>15</b> Réserves nettes de change en avril	<b>20</b> Inflation IPCH : indice d'avril	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en mai	<b>27</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en mai	<b>29</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en avril	<b>29</b> Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés T1 2020
<b>29</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en avril					

JUIN 2020 

<b>9</b> Commerce extérieur en valeur en avril	<b>9</b> Balance des paiements en avril	<b>10</b> Indice de la production industrielle en avril	<b>12</b> Prix à la consommation : indices de mai	<b>15</b> Réserves nettes de change en mai	<b>17</b> Inflation IPCH : indice de mai
<b>19</b> Dettes trimestrielles de Maastricht des administrations publiques T1 2020	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture dans l'industrie en juin	<b>26</b> Enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages en juin	<b>30</b> Dépenses de consommation des ménages en biens en mai	<b>30</b> Indices de prix de production et d'importation de l'industrie en mai	

Sources : Insee, Eurostat

Directeur de publication : Anthony Requin  
 Rédaction : Agence France Trésor  
 Disponible en français, anglais et également en arabe, chinois, espagnol, japonais et russe sur demande

[www.aft.gouv.fr](http://www.aft.gouv.fr)

Bloomberg : TREX<GO> • REUTERS : <TRESOR> • in

Cette publication, propriété exclusive de l'AFT, est protégée, dans toutes ses composantes, par les dispositions du code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Toute reproduction des contenus, intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par l'Agence, est strictement interdite. En conséquence, toute reproduction des contenus de l'œuvre, exclusivement limitée à des fins non commerciales, devra dans tous les cas obtenir l'autorisation du titulaire des droits. La demande d'autorisation devra être exercée auprès du directeur de la publication, par courriel, à l'adresse suivante : « [contact@aft.gouv.fr](mailto:contact@aft.gouv.fr) ».

Les réutilisations devront indiquer la source et la date de la reproduction, assorties du symbole « © Agence France Trésor ».